

Economie | Les "Activités Métropolitaines Supérieures", un enjeu stratégique pour Bordeaux Métropole ?



Dans le cadre d'un partenariat avec Bordeaux Métropole, l'Insee Aquitaine a dévoilé aujourd'hui les résultats d'une étude sur les AMC, les activités métropolitaines supérieures. Un acronyme qui désigne en fait un ensemble d'activités stratégiques pour les grandes aires urbaines, du high-tech industriel aux services financiers. Une étude qui révèle plusieurs informations importantes, souvent symptomatiques de la situation économique actuelle. Ces AMS représentent évidemment un enjeu clef pour la nouvelle Métropole, puisqu'ils ont un poids économique considérable d'environ 21%.

Les AMS constituent, selon l'Insee, un "ensemble d'activités stratégiques pour le développement économique des métropoles françaises". Tout l'enjeu de cette étude était donc de dresser le portrait des quelques 14 800 établissements répertoriés dans cet acronyme qui se divise en 4 segments essentiels. Le High-Tech industriel (ou HTI) regroupe une trentaine d'activités, dont l'aéronautique qui détient la plus grosse part, mais aussi l'industrie pharmaceutique et la construction de véhicules militaires. C'est le secteur le moins développé dans la métropole bordelaise (10 900 emplois et seulement 14,7% des AMS locales, contre 20,9% en France de province). Le high-tech service (ou HTS) dans lequel sont regroupés la programmation, le conseil et les activités informatiques (18,1% contre 14,1% en province), les services aux entreprises à forte intensité en connaissance (Sefic : activités juridiques, comptables ou architecture-ingénierie qui représente 28% des AMS en Métropole) complètent le panel.

Une métropole attractive

Pour la métropole bordelaise, c'est le quatrième secteur, le service financier, qui est le plus développé. Avec environ 40% de part soit 19 393 emplois, c'est le plus développé dans la zone. Selon Nadia Wojciechowski, de l'Insee Aquitaine, "en 2011, les AMS représentaient un emploi sur 5 sur la métropole, soit 7 points de plus qu'en Aquitaine" (et un point de moins que dans les 13 plus grandes aires urbaines de province). Et le secteur reste dynamique : 4700 emplois y ont été créés entre 2006 et 2011, essentiellement dans l'aire urbaine de Bordeaux hors métropole, ce qui est tout de même moins que dans le reste de la région.

On peut se demander si ces chiffres pourraient être mis en raccord avec les récents chiffres de hausse du chômage en Gironde (+7,6% en un an et plus de 81 000 demandeurs d'emplois), surtout quand on voit que

contrairement aux trois autres catégories, le "high-tech" industriel subit une baisse presque constante entre 2006 et 2011 (et que cette tendance devrait se poursuivre). Plus révélateur encore, les AMS se concentrent essentiellement sur les zones de Bordeaux, Mérignac et Pessac (69% de l'emploi des AMS y est concentré !) et plus généralement dans l'Ouest de la Métropole. Un axe sur lequel a souhaité rebondir Josy Reiffers, vice-président de Bordeaux Métropole : "La métropole va prochainement faire l'acquisition dans l'Ouest de 200 hectares fonciers. Entre ça et l'opération Thalès, le but est avant tout de montrer qu'on peut créer de l'attractivité. Il faut que la Métropole soit prête à accueillir tous ces gens, c'est pourquoi nous lancerons prochainement une prospective dans cette zone pour améliorer l'accès aux filières high-tech".

Des retards à combler

L'industrie, elle, semble faire la sourde oreille. Mais la métropole bordelaise a d'autres soucis, elle a du retard à rattraper sur les AMS, se plaçant au niveau de villes comme Montpellier ou Lille, quand Nantes, Grenoble et Toulouse caracolent en tête. Pourtant, comme dit plus haut, elle reste très en avance sur la finance, à peine devancée par les aires urbaines de Lille et Nantes. "Notre Métropole est attractive. Nous gagnons des habitants, nous avons donc besoin d'un développement économique. Notre politique veut renforcer cette attractivité, attirer des entreprises et leur trouver des endroits où elles peuvent s'installer. Nous souhaitons connaître le potentiel à notre disposition, d'où ce partenariat avec l'Insee", résume Josy Reiffers.

Enfin, petit point passé presque inaperçu dans l'étude mais tout de même notable, les AMS, si elles représentent des secteurs stratégiques pour les aires urbaines, ne sont pas épargnées par les inégalités salariales entre les sexes. A l'heure où le débat sur le fameux "plafond de verre" revient à la charge, on constate aussi des disparités importantes. C'est dans les services financiers, là où la Métropole s'impose en quasi leader, que s'impose le plus grand écart salarial : 21,10 € nets de l'heure pour un homme contre 14,70€ pour une femme. Le high-tech industriel voit aussi émerger un phénomène de vieillissement de ses salariés avec 44 ans d'âge médian, et seulement un quart des employés de ce secteur sont des femmes. Favorisées dans l'Ouest, essentiellement situées sur la Métropole, les AMS font presque figure d'exception. Et quand on demande à Josy Reiffer si, avec la transformation de la future grande région, il ne craint pas un phénomène d'exclusion des autres communes concernant les AMS, il compte sur "les nouveaux partenariats comme le numérique" pour donner un souffle porteur à la nouvelle économie Girondine et Aquitaine. Selon un rapport de la CUB, en 2030, 6 actifs sur 10 devraient être des habitants de la Métropole.



Romain Béteille

Crédit Photo : RB

Publié sur aqui.fr le 09/02/2015

[Url de cet article](#)